

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	50 fr.	30 fr.
	Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.

Prix du numéro

Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50  
Par porteur ou par la poste,  
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser  
au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la  
Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions  
faites en caractères plus petits que ceux du texte du  
journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**Décret du 7 juin 1935**, approuvant l'arrêté du 8 avril 1935, portant *ouverture et annulation de crédits au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1934. (Arrêté de promulgation du 12 juillet 1935).* 339

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

**Arrêté du 8 juillet 1935**, portant *rattachement de la subdivision de Tsévié à la subdivision de Lomé.* 340

**Arrêté du 23 juillet 1935**, portant fixation des *mercuriales officielles* : 1<sup>o</sup>) pour le calcul des droits « *ad valorem* » à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo pour le *second semestre* de l'année 1935; et 2<sup>o</sup>) pour le calcul de la *taxe spéciale* sur le chiffre d'affaires à l'importation et à l'exportation pour la même période. 340

**Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène** 345

**Commissions** 348

**Conseil supérieur d'hygiène** 349

**Établissements insalubres** 349

**Fûts vides** 349

**Inspection des produits** 349

**Justice** 349

**Libération conditionnelle** 349

**Produits pharmaceutiques** 349

**Rectificatif** 349

**Société** 349

**Sociétés de prévoyance** 349

**Transfert de restes mortels** 350

**Domaines** 350

## PARTIE NON OFFICIELLE

<b>Société agricole d'Anécho</b>	351
<b>Annonces.</b>	351

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**Budget annexe du chemin de fer et du wharf**

**ARRETE N° 309 promulguant au Togo le décret du 7 juin 1935 approuvant l'arrêté du 8 avril 1935 portant ouverture et annulation de crédits au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1934.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 7 juin 1935 portant ouverture et annulation de crédits au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1934;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 7 juin 1935 portant ouverture et annulation de crédits au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1934.

Porto-Novo, le 12 juillet 1935.  
**BOURGINE.**

## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 7 juin 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris en conseil d'administration, le 8 avril 1935, un arrêté portant ouverture et annulation de crédits au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf pour l'exercice 1934.

La mesure prise ne soulevant aucune objection spéciale de ma part, j'ai fait préparer, en vue de sa ratification, et conformément aux dispositions de l'article 81 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
LOUIS ROLLIN.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret en date du 5 août 1934, portant approbation du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, pour l'exercice 1934;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 164, pris par le Commissaire de la République du Togo, en conseil d'administration, le 8 avril 1935, et portant ouverture et annulation de crédits au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1934.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 juin 1935.  
ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
LOUIS ROLLIN.

*ARRETE N° 164 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget annexe du chemin de fer et du wharf exercice 1934.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 5 août 1934 portant approbation du budget pour l'exercice 1934;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au budget annexe du chemin de fer et du wharf, exercice 1934, le crédit supplémentaire suivant :

CHAPITRE III. — Matériel . . . . . 120.000,00

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ce crédit supplémentaire au moyen de l'annulation du crédit suivant :

CHAPITRE II. — Main-d'œuvre indigène 120.000,00

ART. 3. — Le chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf, ordonnateur délégué du

budget annexe du chemin de fer et du wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 8 avril 1935.

BOURGINE.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Rattachement de subdivisions

*ARRETE N° 305 portant rattachement de la subdivision de Tsévié à la subdivision de Lomé.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 30 septembre 1932 divisant le cercle de Lomé en deux subdivisions; ensemble l'arrêté du 25 janvier 1934 le modifiant;

Vu les nécessités du service;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La subdivision de Tsévié est rattachée à la subdivision de Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 8 juillet 1935.

BOURGINE.

### Fixation des mercuriales officielles

*ARRETE N° 333 portant fixation des mercuriales officielles 1° — Pour le calcul des droits « ad valorem » à l'entrée et à la sortie du Togo pour le 2<sup>e</sup> semestre de l'année 1935 2° — Pour le calcul de la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires à l'importation et à l'exportation pendant la même période.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1935 instituant une commission des mercuriales;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée du territoire du Togo des produits de toutes provenances et de toute origine;

Vu l'arrêté du 21 février 1931 déterminant le taux et les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et instituant une taxe compensatrice;

Après avis de la commission des mercuriales;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits « ad valorem » applicables aux marchandises à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo seront liquidés par le service des douanes, pendant le 2<sup>e</sup> semestre de l'année 1935, en conformité des indications du tableau I, ci-annexé, qui serviront également à l'établissement des statistiques du commerce pendant la même période.

ART. 2. — La taxe sur le chiffre d'affaires sera perçue selon les valeurs prévues aux tableaux I et II, ci-annexés, se complétant.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juillet 1935.

BOURGINE.

TABLEAU I.

DES MERCURIALES OFFICIELLES EN VIGUEUR PENDANT LE 2<sup>e</sup> SEMESTRE 1935 POUR LE CALCUL DES DROITS «AD VALOREM» A L'ENTRÉE ET A LA SORTIE DU TOGO ET A L'ÉTABLISSEMENT DES STATISTIQUES DU COMMERCE

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES		UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU 2 <sup>e</sup> SEMESTRE 1935
Acide carbonique		100 kilogrammes net.	350 frs.
Alcools dénaturés		L'hectolitre.	360 —
Amandes de karité		100 kilogrammes brut.	50 —
Amandes de palme		—	50 —
Amidons		100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	200 —
Animaux vivants	Bois et taureaux.	La tête.	200 —
	Veaux et Génisses.	—	90 —
	Moutons.	—	30 —
	Chèvres.	—	25 —
	Porc.	—	50 —
	Vailles. {	poulets	2,5
		canards	12 —
		dindons	25 —
Arachides	écossées	100 kilogrammes brut.	60 —
	écortiquées	—	95 —
Babouches brodées de fil de coton		La paire.	32 —
Babouches ornées de fils de soie ou fils métalliques		—	60 —
Babouches pour enfants dont la longueur de semelle est inférieure à 23 centimètres.		—	12 —
Babouches autres	semelles simples	—	18 —
	semelles renforcées.	—	28 —
Huile de karité		100 kilogrammes net.	150 —
Beurre (salé ou non salé)	en boîtes métalliques	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	1.600 —
	autrement présentés	—	1.200 —
Bière	en fûts (1)	L'hectolitre.	175 —
	en bouteilles (bouteilles comprises)	—	350 —
Biscuits de mer	légerement sucrés.	100 kilogrammes net.	250 —
	non sucrés	—	230 —
Bougies de toutes sortes		100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	430 —
Bouteilles et flacons importés pleins	plus de 0 litre, 50	Le cent.	50 —
	de 0 litre, 10 à 0 litre 50	—	30 —
	de moins de 0 litre, 10	—	20 —
Cacao en fève		100 kilogrammes net.	130 —
Café vert d'importation		—	500 —
Café vert d'origine locale		—	500 —
Caoutchouc brut.		100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	200 —
Carbure de calcium		—	160 —
Céréales en grains orge		100 kilogrammes brut.	65 —
Chaux hydraulique		—	20 —
Chicorée (brûlée ou moulu)		100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	375 —
Chocolat ordinaire en tablettes ou en poudre (2)		—	900 —
Ciment (à l'exclusion de ciment fondu et ciment coloré)		100 kilogrammes brut.	17 —
Cire.	brute	—	200 —
	clarifiée	—	500 —
Colas		100 kilogrammes net.	100 —
Confitures.	50% de sucre ou plus	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	750 —
	moins de 50% de sucre	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	575 —
Cornes brutes de bœuf		—	25 —
Coton égrené.		100 kilogrammes net.	350 —
Coprah.		—	85 —

(1) La valoration mercurielle n'est applicable qu'aux seules bières en fûts dont la valeur de facture est inférieure à 175 francs l'hectolitre emballage non compris. Celles dont la valeur de facture est égale ou supérieure à 175 francs sur les mêmes bases seront soumises aux droits de cette valeur de facture majorée de 25%.

(2) La valoration mercurielle n'est applicable qu'aux seuls chocolats dont la valeur de facture est inférieure à 900 francs les 100 kg. demi-brut. Ceux dont la valeur de facture est égale ou supérieure à 900 francs les 100 kg. demi-brut, seront soumis aux droits d'après cette valeur de facture majorée de 25%.



DÉSIGNATION DES MARCHANDISES		UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU 2 <sup>e</sup> SEMESTRE 1935
Lait	naturel ou stérilisé	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	425 frs.
	concentré (pur ou sucré)	—	650 —
Légumes secs entiers autres que ceux d'origine locale (6)		100 kilogrammes brut.	300 —
Légumes secs d'origine locale		100 kilogrammes brut.	35 —
Morue (verte ou sèche)		100 kilogrammes net.	400 —
Os et sabots de bétail bruts		100 kilogrammes brut.	30 —
Oxydes de plomb		—	325 —
Peaux brutes de bœufs	sèches	—	150 —
	vertes	—	50 —
Peaux brutes de chèvres		—	250 —
Peaux brutes de moutons		—	175 —
Piment d'origine locale		100 kilogrammes net.	250 —
Pitchpins sciés		Le m3.	600 —
Pitchpins rabotés		—	650 —
Plombs bruts en saumons ou laminés		100 kilogrammes brut.	200 —
Plumies de parure	de marabout	Le gramme net.	2 —
	d'autruche.	—	1 —
Poissons secs et fumés d'origine locale		100 kilogrammes net.	300 —
Poissons secs salés		—	300 —
Racines de salsepareille		100 kilogrammes brut.	800 —
Riz		—	55 —
Riz africain		—	70 —
Saïndoux		100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	700 —
Sapins sciés		Le m3	400 —
Savons autres que ceux de parfumerie. (Genre savon de Marseille)		100 kilogrammes net.	220 —
Semoules de maïs		100 kilogrammes brut.	150 —
Semoules en pâtes et pâtes d'Italie		100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	375 —
Sons de toutes sortes		100 kilogrammes brut.	50 —
Soufre		100 kilogrammes net.	150 —
Suif		100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	350 —
Thés de toutes sortes (7)		100 kilogrammes net.	150 —
Tuiles plates à recouvrement		Le mille.	600 —
Vanille en vrac		le kilogramme net.	150 —
Végétaux, filaments	dâ	100 kilogrammes net.	25 —
et tiges à ouvrer	sisal	—	125 —
Vianiles salées	de porc	jambon en boîte	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut
		jambons autres	100 Kilogrammes net.
		lard en planche	—
	saucisson	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	1.900 —
Vinaigres autres que de parfumerie en fût		L'hectolitre.	200 —
Vins ordinaires en fûts (8)		—	250 —
Zinc laminé		10 <sup>4</sup> kilogrammes net.	225 —
Autres produits soumis à la taxation ad valorem (9)		Valeur.	F + 25%

(6) Les légumes en farine sont taxés *ad valorem* F + 25%.

(7) Les thés dont la valeur de facture est supérieure à 1.150 francs les 100 kilos net échappent à la mercurialisation et sont, par suite, soumis aux droits sur la valeur de facture majorée de 25%.

(8) Cette valoration n'est applicable qu'aux seuls vins ordinaires en fût, dont le prix de facture (emballage compris) est égal ou inférieur à 250 frs. l'hectolitre. Pour les vins ordinaires importés en demi-muids, la valeur de l'emballage est fixée forfaitairement à 200 frs. Les boissons de l'espèce, dont le prix de vente dépasse 250 frs. l'hectolitre logé, échappent à la mercurialisation et sont par suite, soumises aux droits d'après la valeur de facture majorée de 25%.

(9) Les produits non dénommés au tarif et non mercuroialisés sont passibles d'un droit de 10% de la facture (emballage compris) majorée de 25%.

NOTA. — La taxe ad valorem applicable à une marchandise couverte à l'impôt d'après le prix de facture, c'est-à-dire d'après le prix de la marchandise expéditeur (emballage compris). Il résulte de ces dispositions que les marchandises dans des emballages mercantilisés (vins ordinaires en bouteilles) ne peuvent être basés que sur le prix de facture de l'envoi, c'est-à-dire sur le prix de la marchandise au moment où elle sort des magasins du commerce à appliquer aux produits non mercantilisés et aux boîtes lourdes contenues dans des drums en tôle, etc.

TABLEAU II.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE PERCEPTION	VALEUR
IMPORTATIONS		
Viandes salées de bœufs et autres	100 kilogrammes net.	500 frs.
Charcuterie fabriquée	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	1.400 —
Conserves de viandes en boîtes autres que jambons	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	250 —
Conserves de viandes en terrines	—	1.300 —
Patés de foie gras	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	2.000 —
Fromages	dits de Gruyère	100 kilogrammes net.
	autres	—
Conserves de poissons	sardines et autres	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.
	chinchards et pilchares	—
Pommes de terre	100 kilogrammes brut.	100 —
Sucres raffinés	100 kilogrammes net.	100 —
Biscuits sucrés fins : plus de 50% de sucre	—	2.500 —
Biscuits sucrés fins : moins de 50% de sucre	—	1.500 —
Tabacs en feuilles	—	500 —
Cigarettes en boîtes	—	3.300 —
Cigarettes en paquets	—	1.600 —
Huiles de ricin en fûts	—	400 —
Oignons	100 kilogrammes brut.	100 —
Autres légumes	—	250 —
Parée de tomates	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	200 —
Etopes	100 kilogrammes brut.	300 —
Eaux minérales de toutes sortes	L'hectolitre.	400 —
Anis Berger ou Pernod et similaires	—	700 —
Gins et Genièvres	—	500 —
Whiskys	—	2.000 —
Rhums en bouteilles	—	1.400 —
Rhums en fûts	—	400 —
Craies blanches d'Espagne	100 kilogrammes brut.	150 —
Chaux ou naires ou grasses	—	40 —
Goudron minéral	100 kilogrammes net.	80 —
Huiles de pétrole et de schiste	Pétrole en caisse et estagnons	—
	Essence en vrac et en fûts	—
	Essence en caisse et estagnons	—
	Huiles lourdes et résidus de pétrole	—
Tôles pour toiture	—	130 —
Fils de fer galvanisé	100 kilogrammes brut.	210 —
Potasse et carbonate de potasse	100 kilogrammes net.	150 —
Soude caustique	—	400 —
Sels	raffinés blancs en sacs (1)	—
	raffinés blancs en flacons	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.
	autres	100 kilogrammes net.
Aluns d'ammoniac et de potasse	100 kilogrammes brut.	160 —
Sulfate de magnésie	—	200 —
Sulfate de quinine et autres sels de quinine	kilogramme net.	650 —
Aspirine	—	250 —
Produits chimiques dérivés de la distillation du goudron minéral	100 kilogrammes net.	140 —
Outremier	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	700 —

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE PERCEPTION	VALEUR
Vernis à l'essence et à l'huile.	100 kilogrammes net.	900 frs.
Ocre broyé ou autrement préparé	100 kilogrammes brut.	150 —
Couleurs broyées à l'huile.	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	550 —
Colle forte.	100 kilogrammes brut.	400 —
Verres à vitre ordinaires	100 kilogrammes net.	400 —
Vitrification en grains percés.	—	1.500 —
Cordages goudronnés ou non	—	420 —
Couvertures communes	—	700 —
Grillages de fer ou en acier	—	250 —
Cartouches pour fusil de chasse.	le mille.	800 —
Allumettes chimiques (boîtes contenant 100 allumettes au plus).	les 1.000 boîtes.	80 —
Autres articles non désignés ci-dessus :	valeur définie par article 5 arrêté 106 du 21 février 1931	
EXPORTATIONS		
Maïs.	1.000 kilogrammes net.	170 —
Crevettes fumées	—	3.000 —
Mil	—	350 —
Coton non égrené	—	850 —
Indigo en herbe	—	1.000 —
Nattes indigènes ( en raphia	—	2.000 —
( autres	—	500 —
Farine de manioc	—	500 —
Tapioca	—	500 —

## NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

### PERSONNEL EUROPÉEN

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Promotions

Par arrêté du :

7 juillet 1935. — Sont promus pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1935 dans le personnel des cadres locaux européens du Togo :

#### Cadre des services civils

*Au grade d'adjoint principal hors classe :*

M<sup>r</sup>. BURLÉAUX André, adjoint principal de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'adjoint principal de 2<sup>e</sup> classe :*

M<sup>r</sup>. LAUQUE, adjoint principal de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'adjoint de 1<sup>re</sup> classe :*

M<sup>r</sup>. BARMA, adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

(conserve un reliquat d'ancienneté pour services militaires non utilisés de 21 jours).

#### Cadre des travaux publics

*Au grade de surveillant de 3<sup>e</sup> classe :*

M<sup>r</sup>. PERTHON, sur 1<sup>er</sup> adjoint de 4<sup>e</sup> classe.

(conserve un reliquat d'ancienneté pour services militaires non utilisés de 10 mois 18 jours).

### Affectations

Par décisions des :

6 juillet 1935. — M. le docteur JEANSOTTE, médecin commandant des troupes coloniales, désigné servir hors cadre au Togo, débarqué à Lomé le 5 juillet 1935, est affecté au secteur de prophylaxie de la nosomiase à Pagouda.

M. le docteur JEANSOTTE, médecin commandant troupes coloniales en service au secteur de la trypanosomiase du Togo, est détaché pour une durée d'un mois, à compter du jour de son départ de Pagouda, au secteur de la trypanosomiase du Dahomey.

À son retour du secteur de la trypanosomiase du Dahomey, M. le docteur JEANSOTTE prendra la direction du secteur de prophylaxie de la trypanosomiase du Togo à Pagouda.

10 juillet 1935. — M. GRADASSI, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, précédemment commandant de cercle de Sokodé, est nommé commandant de cercle d'Atakpamé, en remplacement de M. VUILLET, administrateur adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, qui demeure à Atakpamé, pour y exercer les fonctions d'adjoint au commandant de cercle.

M. ROUSSEL, administrateur de 3<sup>e</sup> classe des colonies, précédemment à la disposition de l'administrateur supérieur, est nommé provisoirement commandant de cercle de Sokodé, en remplacement de M. GRADASSI, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies appelé à d'autres fonctions.

M. CHOPIN, administrateur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe des colonies, précédemment adjoint au commandant de cercle d'Atakpamé, est nommé provisoirement commandant de cercle de Klouto, en remplacement de M. GOUJON, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, mis à la disposition du gouverneur général de l'A.O.F.

M. BURLURAUX, adjoint principal hors classe des services civils du Togo, précédemment agent spécial à Sokodé, est nommé chef de la subdivision de Lama-Kara, en remplacement de M. DE COUTURES, administrateur de 2<sup>e</sup> classe des colonies, mis à la disposition du gouverneur général de l'A.O.F.

M. BURLURAUX exercera cumulativement les fonctions d'agent intermédiaire et de surveillant chef de la prison de la subdivision de Lama-Kara.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires est conféré à M. BURLURAUX pour la durée de ses fonctions.

M. DANTEC, adjoint des services civils du Togo, précédemment agent intermédiaire à Bassari, est nommé agent spécial à Sokodé, en remplacement de M. BURLURAUX. — M. DANTEC, exercera cumulativement les fonctions de secrétaire du tribunal de 1<sup>er</sup> degré, surveillant chef de la prison, commissaire de police et agent transitaire chargé de la comptabilité matière à Sokodé.

M. ROCHE, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, chef de la subdivision de Bassari, remplira cumulativement les fonctions d'agent intermédiaire et de surveillant chef de la prison de Bassari, en remplacement de M. DANTEC.

M. NATIVEL, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé adjoint au commandant de cercle de Lomé, en remplacement de M. AUBER, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, mis à la disposition du gouverneur général de l'A.O.F.

NATIVEL exercera ces fonctions cumulativement celles de receveur de l'enregistrement, des mines et du timbre, de conservateur de la propriété foncière et de curateur aux successions et bien vacants qui ont été confiées à titre intérimaire par décision du 1<sup>er</sup> avril 1935.

M. TERRAC, adjoint de 1<sup>re</sup> classe des services civils, nommé secrétaire de mairie et agent intermédiaire de la commune mixte de Lomé, en remplacement de M. PERRER, adjoint principal de 1<sup>re</sup> classe des services civils qui demeure affecté au cercle de Lomé instruction des affaires du tribunal de 1<sup>er</sup> degré.

M. TERRAC conserve ses fonctions d'agent intermédiaire de Lomé-subdivision.

Les fonctions de surveillant chef de la prison de Lomé précédemment confiées à M. TERRAC, seront exercées par M. DASSONVILLE, adjoint de 1<sup>re</sup> classe des services civils, commissaire de la police de la commune mixte de Lomé.

M. DAGRON, chef de travaux pratiques contractuel, chef du secteur agricole du cotonnier, du kapokien et du karité exercera cumulativement, et à titre provisoire, les fonctions de chef de la circonscription agricole du centre, en remplacement de M. CODÉ, ingénieur en chef d'agriculture, mis à la disposition du gouverneur général de l'A.O.F. et en instance de départ du Territoire.

et cumulativement avec ses fonctions administratives président du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé, en remplacement de M. AUBER, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies.

M. DASSONVILLE, adjoint de 1<sup>re</sup> classe des services civils du Togo, est nommé provisoirement et cumulativement avec ses fonctions administratives, juge suppléant près le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé, en remplacement de M. NATIVEL, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies.

Les indemnités allouées à M.M. DE SAINT-ALARY et DASSONVILLE, subiront la réduction de 20% prévue à l'arrêté du 3 juillet 1935.

17 juillet 1935. — M. SIRO, instituteur principal de 1<sup>re</sup> classe du cadre du Togo, est nommé directeur du cours complémentaire et du centre scolaire de Lomé, en remplacement de M. CHAMPION, instituteur de 1<sup>re</sup> classe, en instance de départ en congé.

M<sup>me</sup> SIRO, institutrice principale de 2<sup>e</sup> classe, est affectée à l'école ménagère de Lomé.

#### Congés — Passages

Par décisions des :

8 juillet 1935. — Un congé de convalescence de 6 mois, pour en jouir à Toulon (Var), est accordé à M. THIVOLLE, géomètre-adjoint de 3<sup>e</sup> classe, du cadre du Togo;

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme en 2<sup>e</sup> classe, (3<sup>e</sup> catégorie), sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 12 juillet 1935.

10 juillet 1935. — Une réquisition de passage en 1<sup>re</sup> classe, (1<sup>re</sup> catégorie B), de Lomé à Port-Bouët sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé, vers le 28 juillet 1935, est accordée à M. CODÉ, ingénieur en chef d'agriculture, mis à la disposition du gouverneur général de l'A. O. F. et affecté en Côte d'Ivoire, ainsi qu'à sa femme.

Une réquisition de passage en 1<sup>re</sup> classe, (1<sup>re</sup> catégorie B), de Lomé à Dakar sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 28 juillet 1935, est accordée à M. AUBER, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, mis à la disposition du gouverneur général de l'A. O. F. et affecté au Sénégal, ainsi qu'à sa femme et à ses trois enfants respectivement âgés de 9 ans 3 mois, 6 ans 11 mois et 2 ans 10 mois.

Une réquisition de passage en 1<sup>re</sup> classe, (1<sup>re</sup> catégorie B), de Lomé à Dakar sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 28 juillet 1935, est accordée à M. GOUJON, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, mis à la disposition du gouverneur général de l'A. O. F. et affecté au Soudan, ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 10 mois.

Une réquisition de passage en 1<sup>re</sup> classe, (1<sup>re</sup> catégorie B), de Lomé à Conakry sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 28 juillet 1935, est accordée à M. DE COUTURES, administrateur de 2<sup>e</sup> classe des colonies, mis à la disposition du gouverneur général de l'A. O. F. et affecté au Sénégal, ainsi qu'à sa femme.

11 août 1935. — M. DE SAINT-ALARY, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé p<sup>r</sup>

Une réquisition de passage en 1<sup>re</sup> classe, (2<sup>e</sup> catégorie), de Lomé à Port-Bouet sur le paquebot *Foucauld* attendu, à Lomé vers le 12 juillet 1935, est accordée à M. DUMONT, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, mis à la disposition du gouverneur général de l'A. O. F. et affecté en Côte-d'Ivoire.

17 juillet 1935. — Un congé administratif de 8 mois, pour en jouir à Cosne s/ Loire (Nièvre), est accordé à M. CHAMPION, instituteur du cadre du Togo qui compte 32 mois et 25 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et à son enfant âgé de 10 ans  $\frac{1}{2}$  sur le paquebot *Brazza* attendu à Lomé vers le 7 août 1935.

18 août 1935. — Une réquisition de passage de retour par anticipation en 2<sup>e</sup> classe, (3<sup>e</sup> catégorie), sur le paquebot *Brazza* attendu à Lomé vers le 7 août 1935, est accordée à M<sup>me</sup> SROLL et à son enfant âgée de 3 ans, famille d'un ouvrier d'art principal des travaux publics du Togo se rendant à Bordeaux (7 rue des Menuts).

#### Indemnités

Par décisions des :

6 juillet 1935. — M. LAPART, chef du service des P. T. T. du Dahomey et du Togo, est autorisé à utiliser sa voiture personnelle, pour les besoins du service.

M. LAPART, propriétaire d'une voiture automobile 201 Peugeot 6 C. V., aura droit à une indemnité de 0 f., 80 par kilomètre parcouru, conformément aux dispositions prévues par l'arrêté n° 92 du 14 février 1934 modifié par les arrêtés du 31 mai 1934 et 3 juillet 1935.

M. GUEZIEC, chef du service des douanes du Dahomey et du Togo, est autorisé à utiliser sa voiture personnelle, pour les besoins du service.

M. GUEZIEC, propriétaire d'une voiture automobile Renault 11 C. V., aura droit à une indemnité de 0 f., 90 par kilomètre parcouru, conformément aux dispositions prévues par l'arrêté n° 92 du 14 février 1934 modifié par les arrêtés du 31 mai 1934 et 3 juillet 1935.

#### Conseil du contentieux

Par décisions des :

12 juillet 1935. — Du président du conseil du contentieux administratif du Togo-Dahomey. — M. PRIETRI, procureur de la République, membre du conseil du contentieux administratif du Togo-Dahomey, est nommé rapporteur du pourvoi Petit contre le territoire du Togo.

16 juillet 1935. — M. FOURSAP, administrateur-adjoint des colonies, chef de la section des affaires politiques, économiques et administratives du Togo, à Porto-Novo, est nommé représentant de l'administration devant le conseil du contentieux administratif dans le pourvoi Petit contre le territoire du Togo.

### PERSONNEL INDIGÈNE

#### Licenciement

Par arrêté du :

12 juillet 1935. — Le préposé de 6<sup>e</sup> classe des douanes Novivo Jean, est licencié pour inaptitude physique définitive non imputable au service.

Une indemnité de trois mois de solde nette est allouée au préposé Novivo Jean, licencié pour inaptitude physique.

#### Affectations

Par décisions des :

9 juillet 1935. — M. Dossou Jean, opérateur contractuel des travaux publics, est mis à la disposition de M. l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé, en remplacement numérique de M. THIVOLLE, géomètre, agent voyer, en instance de départ en France.

16 juillet 1935. — Le moniteur-auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe d'agriculture AYE Joseph, en service à la circonscription agricole du sud, est affecté à la circonscription agricole du nord pour servir à Mango, en remplacement du moniteur-auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe Tossa Rapbaël, affecté à la circonscription agricole du sud.

#### Permissions — Congés

Par décisions des :

5 juillet 1935. — Une permission de 14 jours, pour compter du 7 au 20 juillet 1935 inclus, est accordée au commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe Tossou ABALO, en service au bureau des finances (section du matériel — transit), pour en jouir à Grand-Popo (Dahomey).

6 juillet 1935. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> août au 29 octobre 1935 inclus, est accordé au commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe GOEH Adotevi Clément, en service au bureau des finances, pour en jouir à Anécho.

13 juillet 1935. — Une permission de 8 jours, avec traitement, du 16 au 23 juillet 1935 inclus, est accordée au garde d'hygiène auxiliaire Rémi OBYMPÉ, en service à Lomé, pour en jouir à Akposso-Agadjé (cercle d'Atakpamé).

17 juillet 1935. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> au 30 août 1935 inclus, est accordé au commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe Kriissou Mathias, en service au cercle de Lomé, pour en jouir à Atakpamé.

La gratuité de transport lui est en outre accordée ainsi qu'à sa femme et son enfant.

18 juillet 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, au commis de 7<sup>e</sup> classe des P. T. T. Justin DOSREIS, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, au maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe Robert PADE, en service à la traction, pour en jouir à Blitta (cercle d'Atakpamé).

30 jours, à l'ouvrier de 7<sup>e</sup> classe Aloys ADOVI, en service à la voie et bâtiments, pour en jouir à Anécho.

#### Sanctions disciplinaires

Par arrêtés des :

7 juillet 1935. — Le chef d'équipe de 1<sup>re</sup> classe du chemin de fer BIHAM Johannes, est rétrogradé à la 2<sup>e</sup> classe.

18 juillet 1935. — L'infirmier de 1<sup>re</sup> classe DURAND Dominique, est révoqué.

Par décisions des :

6 juillet 1935. — Une punition de 10 jours de suspension de solde, est infligée au surveillant de route de 8<sup>e</sup> classe COFFE Stephan, en service à Klouto, pour mauvaise exécution des travaux.

9 juillet 1935. — Une punition de 4 jours de suspension de solde, est infligée au mécanicien-conducteur d'automobiles de 4<sup>e</sup> classe ALLEN Andréas, en service au garage central pour le motif suivant :

« négligence dans son service ».

16 juillet 1935. — Les punitions suivantes sont infligées aux gardes-frontières dont les noms suivent, en service à Lomé :

1<sup>o</sup> — KLU Zacharia, caporal garde-frontière : 4 jours de retenue de solde, pour retard dans la prise de son service.

2<sup>o</sup> — ADJOLOLO HAYIBO, garde-frontière : 8 jours de retenue de solde, pour retard dans la prise de son service et déplacement non autorisé.

## FORCES DE POLICE

### Compagnie de milice : Tableau d'avancement

Par arrêtés des :

13 juillet 1935. — Sont inscrits au tableau d'avancement les gardes et miliciens de la compagnie de milice dont les noms suivent :

#### 1<sup>o</sup> — Pour sergent :

1 — SALOU BOULALA, caporal, N<sup>o</sup> Mle M/356 A.S., de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho.

2 — FATOUZOUN, caporal, N<sup>o</sup> Mle M/233 A. D., de la compagnie milice Lomé.

3 — TCHAPO, caporal, N<sup>o</sup> Mle M/71 B. T., de la compagnie milice Lomé.

4 — MAMADOU MAIGA, caporal, N<sup>o</sup> Mle M/341 A.S. de la compagnie milice Lomé.

#### 2<sup>o</sup> — Pour caporal :

1 — KOUABIZOU, milicien 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/371 A.C., de la compagnie milice Lomé.

2 — PEGUEDEOUENDE, milicien 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/270 A. C., de la compagnie milice Lomé.

3 — BAOUENA, milicien 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/293 B. T. de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho.

4 — LIMBAMBA KIÉRI, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/230 A. C., de la compagnie milice Lomé.

5 — Théodore ZAUTO, stagiaire catégorie B, N<sup>o</sup> Mle M/387 B. T., de la compagnie milice Lomé.

6 — GNOHOUÉ, milicien 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/372 A. D., de la compagnie milice Lomé.

7 — GOUVIDE, milicien 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/257 A. D., de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho.

#### 3<sup>o</sup> — Pour 1<sup>re</sup> classe

1 — SOUMLAOUENDE, milicien 2<sup>e</sup> classe stagiaire, N<sup>o</sup> Mle M/393 A. C., de la compagnie milice Lomé.

2 — KOUKA I, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/231 A. C., de la compagnie milice Lomé.

3 — ZOUMAROU, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/285 A. D., de la compagnie milice Lomé.

4 — ATTIPOR Ambroise, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/266 B. T. de la compagnie milice Lomé.

5 — MAMADOU II, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/263 A.D., de la compagnie milice Lomé.

6 — OUMAROU I, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/354 A. D., de la compagnie milice Lomé.

7 — APEKEY Arnold, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/262 B. T., de la compagnie milice Lomé.

8 — BAJALA COTOCOLI, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/382 A. T., de la compagnie milice Lomé.

Par décision du :

13 juillet 1935. — Sont nommés pour compter du 14 juillet 1935 (prise de rang et droit à la solde compris) :

#### 1<sup>o</sup> — Caporal :

BIOGUEDE, milicien 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/210 A. D., de la compagnie de milice Lomé, (reliquat tableau d'avancement du 1<sup>er</sup> semestre 1934).

KOUABIZOU, milicien 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/371 A. C., de la compagnie milice Lomé.

PEGUEDEOUENDE, milicien 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/270 A. C., de la compagnie milice Lomé.

BAOUENA, milicien 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/293 B. T., de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho.

LIMBAMBA KIÉRI, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/230 A. C., de la compagnie milice Lomé.

#### 2<sup>o</sup> — Milicien de 1<sup>re</sup> classe :

GAMBOGNON, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/217 A. D., de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho (reliquat tableau d'avancement 2<sup>e</sup> semestre 1933).

GABRIEL Michel, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/327 B. D. de la compagnie de milice Lomé (reliquat tableau d'avancement 1<sup>er</sup> semestre 1934).

SOUMLAOUENDE, milicien 2<sup>e</sup> classe stagiaire, N<sup>o</sup> Mle M/393 A. C., de la compagnie milice Lomé.

KOUKA I, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/231 A. C., de la compagnie milice Lomé.

ZOUMAROU, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/285 A. D. de la compagnie milice Lomé.

Par arrêté du :

17 juillet 1935. — Est rapporté l'arrêté n<sup>o</sup> 794 du 30 décembre 1933 en ce qui concerne la mise en position hors-cadres de l'adjudant-chef AGOSSA DJOMATEN, N<sup>o</sup> Mle 148, à la disposition du commandant de cercle d'Anécho.

L'adjudant-chef Agossa est réintégré dans la garde indigène et maintenu au peloton d'Anécho, à compter du 1<sup>er</sup> août 1935.

Est licencié pour fin de contrat et limite d'âge à compter du 15 août 1935, l'adjudant SOKOTO DE SOUZA, en service hors-cadres à la disposition du commandant de cercle de Klouto.

Une prime de licenciement égale à deux mois de solde nette est accordée à l'intéressé, en vertu de l'article 6 de l'arrêté n<sup>o</sup> 66 du 31 janvier 1934 (en service aux forces de police du Togo depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1916).

## COMMISSIONS

Par décisions des :

4 juillet 1935. — Est nommé comme membre fonctionnaire désigné par l'administrateur supérieur du Togo pour faire partie de la commission des mercuriales :

M. DEMONIO, élève-administrateur des colonies.

17 juillet 1935. — Une commission composée de :  
 M. M. SANSON, administrateur-adjoint des colonies,  
 chef du bureau des finances. . . *Président*  
 BARETTE, président de la chambre de commerce,  
 VITTINI, avocat, } *Membres*

les deux premiers membres titulaires et le 3<sup>e</sup> membre suppléant du conseil d'administration du Territoire, se réunira sur la convocation de son président à l'effet de constater, en ce qui concerne les comptes des budgets de l'exercice 1934, la concordance entre les écritures du trésor et celles des services d'ordonnement des budgets du Togo.

### CONSEIL SUPÉRIEUR D'HYGIÈNE

Par arrêté du :

18 juillet 1935. — L'article 25 de l'arrêté du 11 août 1921, modifié par les arrêtés des 29 avril 1927 et 13 décembre 1932 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est institué à Lomé un conseil supérieur d'hygiène et de la salubrité publique.

« Ce conseil, qui se réunit sur la convocation de l'administrateur supérieur du Togo, se compose de :

- « l'administrateur supérieur du Togo *Président*
  - « le médecin-chef de l'hôpital de Lomé *vice-président*
  - « le chef du service des travaux publics ou son délégué,
  - « l'administrateur, commandant le cercle de Lomé,
  - « deux commerçants européens désignés par l'administrateur supérieur,
  - « deux notables indigènes désignés par l'administrateur supérieur,
  - « le médecin chargé de service d'hygiène de Lomé
- } *Membres*
- *Secrétaire avec voix délibérative.*

### ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES

Par décision du :

5 juillet 1935. — Le chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf est chargé de l'inspection des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes dans le territoire du Togo.

En cas d'empêchement il peut déléguer cette fonction à l'un de ses adjoints.

Ces fonctionnaires doivent au préalable prêter serment devant le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé.

### FÛTS VIDES

Par décision du :

5 juillet 1935. — L'article 1<sup>er</sup> de la décision n° 51 est modifié et complété ainsi que suit :

*au lieu de* : « au prix de cinq francs l'un, tous les fûts vidés par ledit service », *lire* :

a) au prix de cinq francs l'un, les fûts métalliques non renforcés;

b) au prix de douze francs l'un, les fûts renforcés, galvanisés et munis de cercles de roulement.

### INSPECTION DES PRODUITS

*RECTIFICATIF* à la décision n° 720 du 26 octobre 1934 portant ratification de nominations de

*contrôleurs indigènes du service de l'inspection des produits.*

*Au lieu de* : PICOT Eusèbe

*lire* : PIO Eusèbe.

*et au lieu de* : YIAKE Emmanuel

*lire* : NYAKE Emmanuel.

### JUSTICE

Par arrêté du :

12 juillet 1935. — Pendant la durée des vacances judiciaires de l'année 1935, pour assurer l'expédition des causes urgentes et des affaires correctionnelles et de police, le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé, tiendra des audiences les mercredis 7 et 21 août, 4 et 18 septembre, 2 et 16 octobre à 8 heures.

### LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Par arrêté du :

18 juillet 1935. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu BAKO MANDJANÉ, né à Tonga (cercle de Sansané-Mango), condamné à 2 ans de prison, par jugement du 22 novembre 1930 du tribunal du cercle de Sansané-Mango.

### PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par décision du :

9 juillet 1935. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 :

« *Eze à pain* » des Etablissements A. J. Seward — Londres.

« *Quinine à perlen* » des Etablissements Zimmer & Compagnie Frankfurt.

*RECTIFICATIF* au J. O. T. du 16 juillet 1935 page 329, 1<sup>re</sup> colonne 4<sup>e</sup> ligne en commençant par le bas :

*Au lieu de* : M° . . . . 1,734

*lire* : M° . . . . 1,724.

### SOCIÉTÉ

Par décision du :

13 juillet 1935. — Est autorisée la création dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, d'une société d'entraide mutuelle dénommée : « Glidji-Union » dont les statuts sont annexés à la présente décision.

### SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE

Par décision du :

18 juillet 1935. — Sont mis à la disposition des sociétés indigènes de prévoyance du Togo, trois camions « Renault » acquis sur les fonds du compte « encouragement à l'agriculture ».

Ces véhicules sont répartis de la façon suivante :

Un à la société de prévoyance de Mango.

Un à la société de prévoyance d'Anécho.

Un à la société de prévoyance d'Atakpamé.

Ces sociétés supporteront tous les frais de fonctionnement d'entretien et de réparation.

## TRANSFERT DE RESTES MORTELS

Par arrêté du :

4 juillet 1935. — Est autorisé le transfert en France sur le paquebot *Foucauld*, attendu à Lomé vers le 12 juillet 1935, des restes mortels du sergent d'infanterie coloniale FOLLIOR Edmond Martial Eugène, du B. T. S. n° 8 (Dahomey), décédé à Lomé le 26 juin 1934.

Les dépenses dudit transfert et les frais accessoires jusqu'à Bordeaux, sont imputables au budget colonial, chapitre 46, article 4, « transfert des restes mortels des militaires décédés aux colonies » — exercice 1935.

## DOMAINES

### Avis de demandes d'immatriculation

#### *au livre foncier du cercle de Lomé*

Suivant réquisition, n° 972, déposée le 1<sup>er</sup> juillet 1935, le sieur Assah Henri, profession de planteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en vertu d'une procuration s. s. p; en date du 25 juin 1935 dûment affirmée et enregistrée, comme mandataire des ci-après nommés :

1° — Le sieur Jonathan Codjo Anani Tometi, chauffeur, né à Pagala, (cercle de Sokodé), âgé de 32 ans environ, domicilié à Lomé, demeurant à Accra (Gold-Coast);

2° — de la dame Maria Megblonyadzro Anani Tometi, sans profession, née à Lomé âgée de 33 ans environ, domiciliée à Lomé, demeurant à Agbozoumé (Gold-Coast), célibataire, tous deux majeurs non interdits, jouissant de leurs droits civils selon leur statut personnel indigène, lesquels Jonathan Codjo Anani Tometi et Maria Megblonyadzro Anani Tometi, en vertu de l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup> du décret du 23 décembre 1922 sur le régime foncier, ont qualité pour requérir, en qualité de copropriétaires, l'immatriculation de l'immeuble, dont il sera parlé ci-après, tant à leur nom qu'au nom de leur frère, également co-propriétaire :

« Laurence Coffi Anani Tometi, employé de commerce, né à Agbozoumé (Gold-Coast), âgé de 38 ans environ, domicilié à Lomé, demeurant à Monrovia (Libéria), célibataire, également majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène »; a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel ne se trouvent que des constructions légères en terre de barre, d'une contenance totale de 22 ares 08 centiares situé à Lomé, (quartier n° 2), cercle de Lomé et borné au nord par la rue du Sous-Lieutenant Guillemard, à l'est par la rue des pêcheurs, au sud par Théodor Assah, à l'ouest par la rue des écoles.

Il déclare que ledit immeuble appartient aux copropriétaires susvisés et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — A la section II du feuillet n° 279 volume II du Grundbuch est inscrit un droit de préemption au profit de Raymond M. Tometi, employé de commerce à Kribi, ledit droit de préemption n'ayant été consenti que pour une période de trois années et est par conséquent éteint à l'heure actuelle.

2° — A la section III du feuillet susvisé est inscrite une hypothèque de sûreté jusqu'à concurrence de 1.700 marks pour prêt, avec intérêts de 6% à compter du 15 juillet 1912, au 15 juillet 1915, au profit du sieur John Amussu Codjoe, employé de commerce à Lomé.

#### *au livre foncier du cercle de Klouto*

Suivant réquisition, n° 973, déposée le 18 juillet 1935, le receveur des domaines p. i., demeurant à Lomé agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel se trouve édifié un hangar à usage d'abattoir et une dépendance d'une contenance totale de 46 ares 42 centiares situé à Palimé, cercle de Klouto et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, à l'est par le boulevard circulaire, au sud par la rue des Sœurs prolongée.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 974, déposée le 18 juillet 1935, le receveur des domaines p. i., demeurant à Lomé agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel se trouve édifié une construction à étage affectée aux services des P. T. T., d'une contenance totale de 8 ares 12 centiares situé à Palimé, cercle de Klouto et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par la place du marché, au sud et à l'ouest par la concession à Millers. (UAC — T. 17 de Klouto).

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 975, déposée le 18 juillet 1935, le receveur des domaines p. i., demeurant à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier portant trois bâtiments à usage d'écoles, d'atelier et de logement avec dépendances, d'une contenance totale de 51 ares, situé à Palimé, (cercle de Klouto), et borné au nord par la rue des Sœurs prolongée, à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud par le boulevard circulaire.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 976, déposée le 18 juillet 1935, le receveur des domaines p. i., demeurant à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto,

d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, sur lequel se trouvent édifiés bâtiments destinés au service de santé : hôpital proprement dit, dispensaire, maternité et logement du médecin chef de l'hôpital; d'une contenance totale de 2 ha. 40 ares 99 centiares, situé à Palimé, (cercle de Klouto), et borné au nord par terrain à propriétaire inconnu, à l'est par la rue de Misahohe, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 977, déposée le 18 juillet 1935, le receveur des domaines p. i., demeurant à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 2 ha. 31 ares 48 centiares, situé à Palimé, (cercle de Klouto), et borné au nord et à l'est par terrains à des propriétaires inconnus, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par la rue de Misahohe.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 978, déposée le 18 juillet 1935, le receveur des domaines p. i., demeurant à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 52 ares 90 centiares situé à Palimé, (cercle de Klouto), et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, à l'est et au sud par le Boulevard circulaire.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 979, déposée le 18 juillet 1935, le receveur des domaines p. i., demeurant à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant une construction en terre de barre; d'une contenance totale de 1 are 77 centiares situé à Palimé, (cercle de Klouto) et borné au nord, au sud et à l'ouest par la place du marché, à l'est par terrain à Robert Baeta.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 980, déposée le 18 juillet 1935, le receveur des domaines p. i., demeurant à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un

terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 2 ares 42 centiares situé à Palimé, (cercle de Klouto), et borné au nord par terrain à Th. A. Anthony, à l'est par le Boulevard circulaire, au sud par la rue de la gare, à l'ouest par terrain à Michel K. Apaloo.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
NATIVEL.

## PARTIE NON OFFICIELLE

*« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »*

### AVIS

#### Société Agricole d'Anécho

Messieurs les actionnaires de la Société Agricole d'Anécho sont convoqués par celle-ci pour l'assemblée générale pour lundi le 19 août 1935 à 8 heures précises du matin dans la salle du tribunal à Zebbé.

#### Ordre du jour :

1° — Etude des diverses questions pour les années passées et de 1935.

Conseil d'Administration  
*Le Président.*

## ENTREPRISES

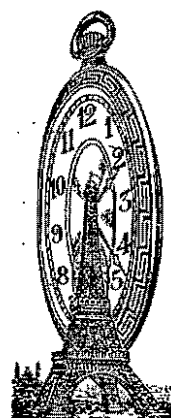
E. BOUQUEREAU & C<sup>ie</sup>  
Boîte Postale 106



**DAKAR**

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

*" A la Tour Eiffel "*



**JOYEROT & JACOT**

Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

*Facilités de paiement*

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France